

# Bouffée d'Air

Le bulletin de l'association  
Environnement et Développement Alternatif



Anita Villers  
présidente



n°135  
déc 2014

## Concertation, est-ce encore d'actualité ?

La concertation citoyenne a été particulièrement mise à mal en 2014 : qu'il s'agisse du dossier Notre Dame des Landes, des lignes à très haute tension préconisées par Réseau de Transport d'Électricité dans le Cotentin ou dans le Nord, de tronçons d'autoroutes ou de ligne Trains à Grand Vitesse et bien sûr du projet Cigéo pour l'enfouissement des déchets nucléaires, l'impossibilité de dialoguer, le fait accompli ont été de mise. L'issue tragique du rassemblement autour du projet de barrage de Sivens dans le Tarn est venue confirmer de graves dysfonctionnements de la démocratie française.

En août 2010, dans le Bouffée d'air n°113 nous posions la question de la confiance et écrivions: "*La confiance est morte, qui l'a tuée ?*" Nous évoquions déjà les pratiques évitant d'entendre les ressentis des habitants, le manque de recherches partagées d'alternatives, et les tentatives de passer en force pour des raisons économiques de court terme puis d'admettre les erreurs une fois le projet contesté pratiquement réalisé. Nous proposons bien sûr une meilleure prise en compte de la parole de la société civile dans l'élaboration de la décision publique pour des projets engageant le long terme de manière irréversible.

Cette année encore la confiance des citoyens a été flouée, alors, que faire pour éviter d'en venir aux seuls recours alors disponibles à court terme quand tout dialogue est impossible et que les travaux contestés commencent **avant** les conclusions de toutes les expertises ? Manifester, rassembler beaucoup de monde avec le risque, hélas, de dérives violentes. Alors que sans cesse il est officiellement question de concertation, de participation, sera-t-il un jour possible de dialoguer et de prendre le temps de s'écouter avec respect et d'aller jusqu'à modifier un projet voire l'abandonner ?

Nous assistons quasiment impuissants au choc d'enjeux économiques portés par de puissantes sociétés qui manient avec maestria leurs volets green-washing à coups de compensations très contestables avec en plus l'argument qui fait céder bon nombre d'élus : le mirage de potentielles créations d'emplois. Face à ces pratiques, les habitants concernés par les effets négatifs qu'ils pressentent, s'informent et argumentent en mettant en avant les conséquences irréversibles à long terme, en vain, puisque la plupart du temps, les projets, au final, se concrétisent car en plus pré-financés le plus souvent.

Les récents effets du changement climatique, les accidents technologiques impossibles à maîtriser amplifient le désir d'une montée en puissance de décisions privilégiant le respect des écosystèmes, la pérennité des éléments vitaux que sont l'eau, l'air, les sols...

Et d'ailleurs... des réalisations locales ici ou là prennent de l'ampleur : une fois encore les réseaux sociaux permettent les témoignages d'expériences réussies au point que maintenant il est question **d'économie symbiotique** c'est à dire prenant en compte, en priorité, **le vivant** ! Un espoir à portée de main pour enrichir et concrétiser les multiples initiatives liées aux nécessités de mise en œuvre de transition, d'adaptations qui se cherchent ?

EDITO

# SOMMAIRE

p 3 : L'enfouissement de déchets nucléaires : de graves échecs, des conséquences désastreuses non maîtrisées en Allemagne ou aux USA !

p 4 : Pas de solution satisfaisante et des coûts exorbitants impossibles à assumer

Waste Isolation Pilot Plan (WIPP) Nouveau Mexique – USA

p 5 : Stocamine en France

p 6 : CIGEO, quelles solutions au vu de ces exemples?

p 7 : Peut-on parler de concertation pour CIGEO?

## p 8 : Les économies de demain

p 8 : L'économie symbiotique

- Les jardins station d'épuration
- Permaculture au Bec Helluin
- Présence d'arbres en ville
- Domaine du textile

p 9 : - Secteur du bâtiment

p 9 : L'économie sociale et solidaire

p 10 : L'économie circulaire

L'économie collaborative

## L'enfouissement de déchets nucléaires : de graves échecs, des conséquences désastreuses non maîtrisées en Allemagne ou aux USA !

Les arguments développés dans de nombreux cahiers d'acteurs ou lors de la conférence citoyenne à propos de Cigéo s'appuient, hélas, sur des faits réels : enfouir profondément les déchets hautement radioactifs à vie longue dans le sous-sol français en Champagne n'est pas sans risques graves.

Prendre le temps pour explorer toutes les alternatives avant de décider est de loin la conclusion unanime à propos du projet qui a fait l'objet du débat public. Il faut dire que l'actualité en matière de stockages incite à la plus grande prudence !

Un article publié par le mouvement Controverses nucléaires en 2010 nous avait alerté sur les conséquences irréversibles et surtout quasiment ingérables a posteriori de l'évolution d'un enfouissement profond de déchets nucléaires : Asse en Allemagne. Plus récemment, WIPP aux États Unis de même d'ailleurs que Stochamine en France à propos de déchets chimiques en témoignent.

Nous ne sommes pas les seuls à en parler : de nombreux numéros du journal du Groupement de Scientifiques pour l'information sur l'Énergie Nucléaire La Gazette en font état également.

**LA GAZETTE**  
NUCLÉAIRE

**270 QUE DE DÉCHETS ET QUE FAIRE ?**

**272 LA VIGILANCE CITOYENNE BASE DE LA SÛRETÉ ET DE LA RADIOPROTECTION**

Stocker des déchets nucléaires dans une mine de sel était considéré il y a 40 ans en Allemagne comme une avancée technologique de pointe. A 800 m de profondeur ont été creusées des alvéoles qui ont été peu à peu remplies, censées soutenir les niveaux supérieurs. Hélas c'est de catastrophe majeure dont il est question aujourd'hui.



Asse en Allemagne:  
L'enfouissement dans les mines de sel s'avère être une catastrophe !!  
photo de "sortir du nucléaire"

En effet les parois des alvéoles et galeries de sel ont subi au fil des ans une pression gigantesque occasionnant de très nombreux points d'infiltration : les ingénieurs estiment que 12 000 litres d'eau ruissellent en moyenne, chaque jour avec comme conséquences des effondrements multiples au sein de galeries et de cavités superposées. Des barils, encastrés dans le sel, ont été endommagés sans que l'on sache précisément lesquels. Ils contaminent la saumure qui ruisselle vers le fond de la mine. Elle est pompée vers la surface pour être stockée et traitée mais les flux sont en constante évolution au risque de ne plus pouvoir être maîtrisés : une catastrophe majeure est redoutée, celle de la pollution des nappes phréatiques toutes proches.  
(.../...)

(.../...)

## **Pas de solution satisfaisante et des coûts exorbitants impossibles à assumer !**

Il avait été envisagé de combler la mine, de l'inonder et de la condamner par une chape de béton mais cette solution a été rapidement abandonnée face aux incertitudes à long terme notamment à propos de la pollution des eaux.

Autre solution : le déstockage des 126 000 barils de déchets nucléaires entreposés entre 1967 et 1979 dont 1 300 fûts de déchets de moyenne activité, contenant environ 11 kg de plutonium de l'usine de traitement de combustible usé de Karlsruhe et plus de 100 tonnes ionisantes d'uranium qui ont été ajoutées aux déchets « ordinaires ».

En 2012 un premier chantier était prévu : percer le mur de béton de 17 m d'épaisseur obstruant un premier site contenant 4 300 fûts. L'ignorance totale de l'état des fûts et des

modifications du sous-sol compliquent la mise en œuvre des dispositifs à adapter à l'état des galeries et des cavités concernées pour pouvoir les extraire, les remonter et les stocker en surface. Toutes ces opérations seraient certes essentiellement réalisées par des robots mais face aux trop nombreuses incertitudes techniques à envisager, mais aussi aux taux de radioactivité ambiante, les autorisations ont tardé à être accordées.

**A ce jour, la décision n'est pas prise** car la remontée des fûts suppose la construction en surface d'un entreposage provisoire pour une reprise des colis dans une autre installation à construire elle aussi puis il faudra trouver un nouveau site de stockage. On parlait de 350 millions d'euros pour enlever les fûts mais c'est 3 milliards d'euros qu'il faut prévoir si la reprise des colis et leur stockage est à envisager. C'est donc à l'étude et, actuellement, les avis scientifiques sont : laisser sur place en surveillant !

**Solution:  
On attend  
et on  
observe...**

## **Waste Isolation Pilot Plan (WIPP) Nouveau Mexique – USA (notes issues de la Gazette n° 272, Monique Sené-GSIEN-Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire)**

Ce centre de stockage est exploité depuis mars 1999 et conçu pour accueillir au sein de cavités creusées également dans du sel à environ 600 mètres de profondeur, 176 000 m<sup>3</sup> de déchets contenant notamment de l'Américium et du Plutonium issus d'activités nucléaires de recherches militaires et de production d'armes nucléaires.

Le 5 février 2014, d'après les informations fournies par l'exploitant, un incendie éclate sur un camion utilisé pour évacuer du sel excavé dans la zone nord de l'installation à proximité du puits d'extraction : les colis de déchets radioactifs situés dans la zone sud à plusieurs centaines de mètres ne sont pas concernés.

Dès l'incendie, les opérations de stockage ont été stoppées, la ventilation des installations

souterraines a été arrêtée pour éviter tout rejet vers l'extérieur et le personnel évacué. De la mousse a été répandue pour éviter toute reprise d'incendie.

9 jours plus tard une balise située dans la zone sud exploitée depuis 2013 a détecté **un niveau élevé de contamination de l'air** : les flux ont été dirigés vers des filtres à très haute efficacité. Malgré cela des traces d'américium et de plutonium ont été trouvées à l'extérieur des installations jusqu'à environ 800 mètres, le long d'une route.

(.../...)



(.../...)

Les informations transmises par le Département Américain de l'Energie (DoE) indiquent que les rejets ont été maîtrisés rapidement et que l'ensemble du personnel a été rapidement évacué. Seuls quelques ouvriers ont été hospitalisés pour contrôles. Néanmoins le pic de contamination qui a été relevé est très supérieur au bruit de fond habituel ce qui a occasionné des doutes quant à la performance des systèmes de filtration et surtout leur maintenance régulière. Le personnel qui avait fait l'objet de suivis sanitaires suite aux événements successifs a subi des examens complémentaires.

Après une série de nouvelles mesures dans les deux sites concernés (entrée des colis à entreposer et puits d'excavation de sel), l'exploitant envisageait d'envoyer des équipes pour connaître plus précisément l'origine du relâchement radiologique. Il y a de sa part manifestement volonté de dissocier les deux événements : d'une part zone Nord, un incendie qui a été rapidement maîtrisé et d'autre part, zone sud, un colis ayant pu être percé lors d'une manipulation par un chariot à fourche.

D'autres sources dont Médiapart le 9 octobre 2014 relatent les propos d'un expert indépendant (Don Hancock) évoquant le fait que nous sommes loin de savoir tout ce qu'il s'est réellement passé. Des réactions chimiques imprévues auraient pu faire éclater des fûts dans les galeries ce qui expliquerait la fermeture du site depuis le 21 février 2014 avec réouverture prévue en 2016 après que la ventilation ait été complètement modifiée. Actuellement les fûts qui ne peuvent être stockés en profondeur stationnent en surface ce qui est très dangereux du fait de la présence de poussières très fines qui pourraient être inhalées avec des conséquences graves pour la santé de ceux qui travaillent sur le site. La coordination anti-nucléaire Sud comme Bure Stop ont publié sur leur site respectif un état des lieux plus

inquiétant non seulement sur l'état des galeries concernées par les explosions mais surtout sur l'état de santé de certains ouvriers.

## Stocamine en France

Ouvert en 1999 à 550 mètres sous terre dans une ancienne mine de potasse, le site de Stocamine a stoppé son activité seulement trois ans après en raison d'un incendie, hypothèse pourtant déclarée comme quasi impossible au moment de la création du lieu. Il a fallu attendre dix ans pour que l'État se prononce sur le sort des 44.000 tonnes de déchets enfouis. Ce n'est qu'en août 2014 que le retrait par l'exploitant de plus de la moitié des seuls fûts contenant du mercure particulièrement dangereux pour l'environnement a été exigé. Il est prévu que les déchets extraits soient transportés dans une ancienne mine en Allemagne, adaptée à leur accueil.

- Quelles particularités a ce site ?
- Les riverains allemands accepteront-ils nos déchets ?
- Quel sera leur état lors de l'enlèvement ?
- Faudra t-il les re-conditionner : si oui, où ?
- Quelles précautions pour le personnel, pendant le transport ?
- Où en sont les travaux qui devaient commencer cet automne ?

Beaucoup de questions sans réponses pour le moment.

(.../...)

## L'enfouissement de déchets nucléaires : de graves échecs, des conséquences désastreuses non maîtrisées en Allemagne ou aux USA !

(.../...)

Pour les riverains ce premier pas est tout à fait insuffisant même s'il constitue une avancée notoire car pour le reste du stock c'est encore la solution proposée en 2012 qui s'applique.

Elle prévoit la fermeture pure et simple d'un site certes prévu pour contenir beaucoup plus de déchets mais qui a rapidement montré les limites d'un enfouissement présenté pourtant comme sans risques. Il est prévu de confiner sur place les 36 000 tonnes de déchets restants en construisant des barrages de béton et d'argile. Opposés à cette solution, ils demandent l'enlèvement de l'ensemble du stock afin de préserver la nappe phréatique d'Alsace, la plus importante d'Europe. Les mesures de confinement proposées n'auront à leurs yeux qu'un effet provisoire et ne feront que retarder les conséquences inéluctables vers la nappe avec des conséquences environnementales et financières bien supérieures aux fonds nécessaires pour tenter de réparer aujourd'hui.

### **CIGEO : quelles précautions au vu de ces exemples ?**

Ces accidents ne sont pas maîtrisés à ce jour. Ils auront des conséquences sans doute irréversibles sur l'environnement. Les coûts nécessaires aux réparations temporaires et incertaines sont énormes et quasi insupportables à long terme. Tout cela a bien sûr renforcé les arguments et réticences des opposants au projet Cigéo.

L'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) quant à elle met en avant les avancées technologiques de l'actuel projet, la composition spécifique des lieux, à savoir de l'argile. Elle évoque aussi la future loi sur la réversibilité qui devrait être votée en 2016 et qui garantirait une sécurité supplémentaire quant à l'évolution des conditions du stockage.

Un autre mot fait aussi son apparition dans les dossiers : récupérabilité. Il s'agirait de pouvoir rechercher un colis défectueux pour le

En juin, la Cour des comptes avait déploré les attermoissements de l'État dans ce dossier, estimant que l'absence de prise de décision avait déjà coûté 45 millions d'euros au contribuable et qu'elle coûtait 5,5 millions de plus chaque année.

**Dernière minute : Stocamine: des déchets toxiques quittent pour la première fois le site de Wittelsheim (Haut Rhin) le 24 novembre 2014 – photo Sébastien Bozon – AFP**



reconditionner sur place : cela pourrait être possible le temps du remplissage d'une alvéole mais après sa fermeture ? Les différences d'interprétation de la sémantique utilisée renforcent la méfiance.

Beaucoup de questions n'ont pas trouvé de réponses satisfaisantes lors d'un débat public qui n'a pas vraiment eu lieu puisque le dialogue a été impossible. Claude Bernet, président de la Commission Particulière, a donc rédigé son rapport en fonction des cahiers d'acteurs et des échanges sur internet.

A noter qu'un panel de 17 citoyens profanes, ignorant les problèmes posés par un enfouissement de déchets nucléaires, a été sollicité pour donner un avis. La question d'éthique envers les générations futures a été permanente et la prise de conscience qu'actuellement déjà nous étions les héritiers de l'usage du nucléaire, sont les deux thèmes majeurs qui se sont imposés.

(.../...)

# Peut-on parler de concertation pour le projet Cigeo ?

(.../...)

**NON** au sens où nous aurions aimé qu'une autre forme de dialogue soit pratiquée pour un projet comportant tellement de risques à très long terme.

**OUI** dans le sens où les conclusions du rapport de Christian Leyrit, président de la Commission Nationale du Débat Public s'appuient sur le compte rendu de Claude Bernet, insistent sur les questions restées sans réponses et renforcent les avis du panel citoyen.

Il en ressort notamment qu'il est nécessaire de prendre le temps pour étudier les incertitudes trop nombreuses mais aussi pour tester un entreposage de colis de déchets hautement radioactifs à vie longue avant d'enfouir « définitivement » même s'il est question de réversibilité ou de récupérabilité.

Mais l'ANDRA poursuit le calendrier initialement prévu pour obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation du projet tout en ayant pris acte de l'éventualité de l'ajout d'un entreposage « témoin ». Au niveau de l'État, il avait été envisagé que la

décision du stockage se fasse par décret pour éviter toute discussion à l'Assemblée Nationale mais cette option a été supprimée au sein de la future loi sur la transition énergétique : des voix se font entendre pour un entreposage « test » et un aménagement du calendrier.

Ce n'est pas le seul projet qui pose question sur la façon dont se passent les échanges. C'est notamment le cas pour un autre dossier déjà évoqué : celui de **la ligne à très haute tension 400 000 volts entre Avelin et Gavrelle en Nord-Pas-de Calais**. Après beaucoup de contestations le projet se poursuit néanmoins : la désagréable sensation que les décisions majeures sont prises et qu'il ne reste qu'à moduler les détails s'est concrétisée par la possibilité de choisir la forme des futurs pylônes !!!

**Notre subvention 2014 de la DREAL (Direction Régionale Environnement ) sera consacrée à l'organisation d'une demi journée pour co-inventer de nouvelles formes de concertation avec ceux qui souhaitent un radical changement de pratiques. Nous avons commencé à la préparer : rendez-vous début 2015 ! voir site EDA**

Pour suivre les dernières infos, les actions EDA, lire les bilans des colloques et manifestations diverses, vous pouvez aussi consulter notre site Internet

[www.eda-lille.org](http://www.eda-lille.org)

23, rue Gosselet - 59000 - LILLE

L'association E.D.A. (Environnement et Développement Alternatif) est l'une des 100 associations qui composent la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités de Lille (MRES). Dès 1987 les concepts développement durable et transversalité sont le fil conducteur de ses actions.

Nos objectifs : INFORMER PROPOSER AGIR



Alors que nous nous rendons tous compte que le modèle économique actuel est dépassé et générateur d'inégalités, de nouvelles approches émergent partout dans le monde et nous permettent de fournir des réponses aux enjeux du XXIème siècle.

Petit tour d'horizon des logiques économiques qui nous font envisager l'avenir de manière positive avec notamment l'émergence de pratiques concrètes qui se révèlent particulièrement enthousiasmantes, une économie dite symbiotique.

## L'Économie symbiotique

Une nouvelle forme d'économie issue de la fédération des nouveaux modèles économiques et productifs fait son chemin, à l'image de ces quelques exemples :

**Des jardins-stations d'épuration** rattachés à des immeubles qui vont épurer naturellement les eaux directement issues des immeubles, pour ensuite les fournir de nouveau en eau pour les toilettes et systèmes d'arrosage. En créant ainsi des externalités positives (amélioration du cadre de vie, augmentation de la biodiversité), on fait appel aux écosystèmes pour remplir une fonction « naturelle » d'épuration. Des exemples existent déjà dans les pays scandinaves et en Chine à grande échelle. En plus de fonctionner, la mise en œuvre de ces solutions est entre 100 à 1000 fois moins chère que les solutions actuelles proposées par des multinationales du fait de dividendes versés aux actionnaires !

**Au niveau agricole**, le meilleur exemple est celui de l'usage de la permaculture avec des fermes comme celle du Bec Helloin qui réussit à avoir autant, voire plus de rendements que des fermes de l'agroindustrie intensive, et cela, en ne faisant appel qu'à l'intelligence du vivant ! Sur une surface de 1.000 m<sup>2</sup>, les rendements sont aussi élevés

que sur une exploitation d'un hectare soit dix fois plus et sans intrants chimiques ! Tout est naturel, moins coûteux et surtout bénéfique pour la biodiversité, la qualité des eaux et la santé des consommateurs !

**La présence d'arbres** dans les villes permet de capter les particules fines, d'atténuer les effets de la sécheresse, de remplir les nappes phréatiques et d'enrichir la qualité des sols et tout cela quasi gratuitement ! Pourquoi s'en priver d'autant que de nouveaux métiers de proximité pourraient être créés ?

**Dans le domaine du textile**, la société italienne « Grade zéro espace » fait appel aux orties pour produire de nouveaux vêtements. Ainsi, avec une matière première 100% naturelle, les orties classées « vivaces », ne nécessitent pas de semis tous les ans et peuvent fournir jusqu'à 4 récoltes par an en faisant appel simplement aux capacités du végétal au sein de son propre écosystème : sans intrants chimiques coûteux et donc sans pollution de l'environnement sol et eau. Les fibres sont ensuite recyclées soit pour d'autres tissus, soit dans des matériaux d'isolation tel « Metisse », mis en place par Le Relais à partir de jeans usagés.

Belle réhabilitation pour les orties souvent qualifiées de mauvaises herbes !!





**Dans le secteur du bâtiment**, l'utilisation de bétons végétaux alliés à des ossatures en bois permet de capter et stocker de grandes quantités de CO<sub>2</sub> sur plusieurs années. Ainsi, en Suède, la ville de Växjö a été la première à construire ce type d'immeubles : le béton chanvre ne nécessite pas d'engrais ni de produits phytosanitaires, le chanvre étant un végétal commun facile à produire. De plus, lors de la phase de déconstruction, les bétons récupérés peuvent servir à amender des terres !

Ces initiatives ont émergé peu à peu sur l'ensemble du globe ces quarante dernières années. Elles viennent d'être analysées par Isabelle Delanoy, citoyenne engagée dans l'environnement depuis plus de 20 ans et scénariste du film

« Home » de Yann Artus Bertrand. A partir du retour positif de ces modèles émergents, elle propose une nouvelle théorie économique principalement fondée sur la collaboration et non plus la compétition comme premier moteur organisationnel de l'économie. Cela n'empêche pas que l'une et l'autre continuent de coexister mais la différence principale entre le modèle symbiotique et l'économie actuelle est que la priorité est donnée à la collaboration.

Cela redessine complètement le paysage économique local comme global et la forme de société qui en découle. En effet, le modèle productif de l'économie symbiotique s'appuie sur le vivant en valorisant la capacité des écosystèmes à rendre des services qu'ils sont seuls capables à rendre plutôt que leur exploitation partielle pour une seule de leur particularité au risque de les détruire de manière irréversible.

Cela conduit à restaurer, préserver et même favoriser le développement partout d'écosystèmes de qualité afin qu'ils expriment plus puissamment leur potentiel

en acceptant la notion de temps nécessaire mais qui à long terme se révèle pertinent face aux objectifs à atteindre de manière durable et pérenne.

Par la collaboration, l'économie symbiotique régénère la fertilité du tissu économique et social en se nourrissant des services rendus par les écosystèmes, et ce faisant, elle régénère la fertilité écologique du milieu dont elle dépend également !

Parmi les modèles économiques qui collaborent aussi à cette économie symbiotique (même si le vivant en tant que tel n'est pas une dimension essentielle), on retrouve :

## **L'Économie Sociale et Solidaire**

Cette économie est peut être la plus ancienne à s'être développée en parallèle de notre économie actuelle (économie de marché). Sa particularité : se mettre ensemble à quelques-uns pour chercher à répondre à des attentes collectives et amplifier le mouvement s'il semble convenir en ré-investissant les retombées positives pour poursuivre l'action collective : il n'est pas question de verser des dividendes aux particuliers.

C'est ainsi que des réseaux coopératifs tels que les magasins Biocoop, des fournisseurs d'électricité comme Enercoop ou encore une banque comme le Crédit Coopératif, réussissent à proposer plus que des biens et des services : ils offrent des garanties sur la qualité des produits, les modes de production, le respect de l'être humain et de l'environnement, la garantie d'un prix juste et au final développent une autre manière de vivre en société. Près de 400.000 emplois de proximité créés sur les 10 dernières années, ce modèle économique connaît un réel boom car ces emplois sont variés et ont surtout l'avantage de ne pas être « délocalisables. »

## L' Économie circulaire

Elle a pour objet de mettre fin à une économie linéaire basée sur le mode : « on prend, on fabrique et on jette » pour la remplacer par une approche circulaire : « les produits d'aujourd'hui deviennent ceux de demain au travers d'un modèle de régénération ». Un exemple parlant de cette méthode vient de la société Rank Xerox et ses photocopieurs. En optimisant la fabrication de pièces réutilisables pour les machines de demain, Rank Xerox en arrive à presque 95% de recyclage de ses matériaux, mettant en avant non plus la machine elle-même mais le coût de la photocopie. Ainsi, l'entreprise récupère ses anciens modèles, pour les refaçonner avec des pièces identiques, pour pouvoir ensuite les remettre sur le marché.

## L' Économie collaborative

En pleine explosion, cette économie valorise l'accès sur la propriété et favorise les échanges pair-à-pair. Les meilleurs exemples de cette pratique sont des sociétés comme AirBnB avec les particuliers qui mettent à la disposition de touristes une chambre ou leur logement entier alors qu'ils sont en vacances, la machine du voisin qui permet aux personnes n'ayant pas de machine à laver d'aller faire des lessives chez un voisin,

Blablacar et le covoiturage ou encore Uber.. ! Alors que cette économie est en pleine explosion, attention à ne pas la galvauder en contournant son esprit originel de partage vers des pratiques purement marchandes !

Malgré tout, l'ère du collaboratif donne une autre perspective au déploiement des logiques coopératives décrites ci-dessus à condition d'en fixer les règles et l'usage. L'alliance du socle de valeurs formalisées dans l'économie sociale et solidaire avec la souplesse et l'agilité des logiques collaboratives ouvre clairement la voie d'un nouveau paradigme économique et social, à savoir l'économie symbiotique !

De nouvelles approches qui interagissent, des acteurs qui s'enrichissent des complémentarités qu'ils décident de mettre en commun, la volonté de considérer le monde vivant comme un atout à peine pris en compte jusqu'à présent, tout cela ne donne t-il pas un élan, un souffle nouveau et de potentielles solutions aux crises économiques, sociales et environnementales que nous traversons actuellement ?

Grégoire Jacob.



Joyeuses fêtes de fin d'années...

la veille citoyenne reste notre engagement 2015 !

Votre soutien : le renouvellement de l'adhésion,  
soit 16 euros.